Prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens européens par des organisations terroristes

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen

Bruxelles – Lundi 19 octobre 2015 -

Alors que plus de 5000 Européens ont rejoint les rangs d'organisations terroristes comme *Daech*, la commission des libertés civiles a adopté, aujourd'hui, le rapport de Mme Dati sur la prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens européens par des organisations terroristes. Les eurodéputé-e-s socialistes et radicaux ont voté en faveur de ce rapport, après en avoir largement amélioré le contenu.

Mme Dati avait initialement proposé un texte qui allait de la prévention répressive à la répression préventive... Pour les socialistes, c'est très clair : il est indispensable de rechercher l'équilibre le plus fiable entre le respect des libertés fondamentales et la lutte contre le terrorisme. La priorité est de développer des politiques véritablement préventives. Pas moins de 662 amendements ont été déposés afin de rétablir l'équilibre du texte.

Mme Dati voulait faire de la séparation des détenus radicalisés la solution miracle pour prévenir la radicalisation dans les prisons. Grâce au Groupe S&D, la recommandation du rapport est plus équilibrée : de telles mesures peuvent être un outil utile, mais elles n'ont pas vocation à être généralisées et, surtout, elles doivent répondre à plusieurs exigences : dûment évaluées, elles doivent être envisagées au cas par cas et soumises à un contrôle judiciaire.

Sur la radicalisation sur Internet et les réseaux sociaux, le Groupe S&D a insisté sur la nécessité de respecter les libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression. Les réseaux sociaux jouent un rôle dans les phénomènes de radicalisation ; mais il y a une différence entre censure et modération des contenus dangereux.

L'influence des progressistes européens sur ce rapport a été déterminante pour expliquer les causes multiples de la radicalisation : inégalités, marginalisation, exclusion sociale… L'austérité a un impact sur les conditions du développement du terrorisme et sur les moyens de le combattre. C'est pourquoi nous réaffirmons avec force l'importance de l'éducation et des politiques d'inclusion et de non-discrimination pour contrer ce phénomène de société qui touche des femmes et des hommes vulnérables de toute origine sociale.

Les Socialistes et Démocrates ont également réussi à éviter que ce rapport ne se concentre sur l'argument fallacieux et dangereux qui relierait la religion au terrorisme. Pour éviter les amalgames, il faut rappeler que c'est le dévoiement de la religion, et non la religion en tant que telle, qui est l'une des causes de la radicalisation.

Le lien vers le site de la DSF